



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Masques dans les écoles et effectifs hospitaliers

Question au Gouvernement n° 3763

Texte de la question

MASQUES DANS LES ÉCOLES ET EFFECTIFS HOSPITALIERS

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. Est-ce une blague ? Vendredi soir, comme bon nombre d'élèves, mes enfants m'ont fait la surprise de rentrer avec un mot de l'école, m'imposant de les y envoyer dès lundi matin avec un masque chirurgical, et non plus avec un masque en tissu. Nous nous sommes retrouvés à courir dans un hypermarché bondé, un samedi, pour y acheter des masques chirurgicaux junior, à 7 euros la boîte. (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*) Résultat : hier, des enfants sont venus avec des masques chirurgicaux pour adultes, donc inadaptés, ou ont été refoulés des écoles car ils portaient un masque en tissu. Évidemment, personne ne s'est demandé si toutes les familles auraient les moyens de cette dépense supplémentaire.

Vous nous annoncez qu'il ne suffit pas d'acheter des lits chez Ikea pour ouvrir des lits de réanimation. Tant mieux : premièrement, achetons français, et deuxièmement, le groupe La France insoumise vous demande depuis neuf mois d'auditionner les 180 000 infirmiers diplômés d'État qui ont changé de profession (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI*) pour savoir à quelles conditions ils reviendraient travailler dans nos hôpitaux ; idem pour les 40 000 soignants extra-frontaliers, parmi lesquels on compte des médecins. Et vous, vous parlez de lits Ikea : est-ce une blague ?

Vous venez de vous rendre compte que vous ne pouvez pas utiliser sans compter les étudiants aides-soignants, infirmiers, IBODE – infirmiers de bloc opératoire diplômés d'État –, et IADE – infirmiers anesthésistes diplômés d'État –, alors vous les renvoyez en formation. Mon groupe parlementaire vous avait prévenu : les formations ne sont pas surfaites. Plus d'étudiants en renfort : on ferme administrativement des lits de réanimation, en pleine période pandémique ! Est-ce une blague ? Si gouverner, c'est prévoir, quand allez-vous écouter nos préconisations, prévoir, prévenir et planifier ?

M. Jean-Luc Mélenchon. Eh oui !

Mme Caroline Fiat. En résumé, monsieur le Premier ministre : quand allez-vous gouverner ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – M. Jérôme Lambert applaudit également.*)

M. Pierre Cordier. Ça, c'est méchant !

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, *ministre des solidarités et de la santé.* Permettez-moi de profiter de votre question pour lancer un appel. Vous avez raison, madame la députée : un grand nombre de soignants dans notre pays, diplômés, qui

ont donc eu la vocation du métier, n'exercent plus. J'en parlais ce matin encore avec Mme de Montchalin (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*), ministre de la transformation et de la fonction publiques ; grâce à l'attractivité retrouvée des métiers du soin, notamment dans le secteur hospitalier, nous voulons permettre aux infirmières qui ont quitté l'hôpital il y a quelques années d'y revenir.

Les conditions de travail ont évolué, les accords du Ségur ont augmenté le total sur la feuille de paye (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe FI*), et il augmentera davantage encore pour les infirmiers et pour les aides-soignants. Nous travaillons à la fameuse revalorisation indiciaire des grilles ; j'avais annoncé que cet indicateur atteindrait environ 35 euros par soignant, il sera plus proche des 50 euros en moyenne. Nous travaillons à la reprise de dette des hôpitaux et, à la demande du Premier ministre, à la création de 15 000 postes supplémentaires de soignants. Pour que ce ne soit pas du vent – car je vous ai entendue –, un indicateur mensuel vous permettra, comme à chacun des Français, de suivre le nombre de postes créés et le nombre de postes vacants qui auront trouvé des soignants, pour bien soigner.

La dynamique est en marche,...

M. Pierre Cordier. Facile !

M. Olivier Véran, ministreet je me permets de vous répondre également en évoquant le fameux périmètre du Ségur, c'est-à-dire la question des soignants qui n'avaient pas été oubliés, mais qui ne faisaient pas partie de ceux pour lesquels des revalorisations étaient initialement prévues. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*) Nous touchons au but d'un accord majoritaire avec les syndicats, et je souhaite ardemment qu'il aboutisse. Je parle de nombreux soignants du secteur hospitalier, des SIAD – services hospitaliers de soins à domicile –, et d'autres. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Ugo Bernalicis. Soignants que vous avez oubliés !

M. Olivier Véran, ministre . Vraiment, les choses sont en train de bouger, madame la députée ; accompagnez-nous, lancez l'appel avec nous, je sais que votre motivation première est de poursuivre ces objectifs, et je ne doute pas que vous serez extrêmement utile en cette période.

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. Après le Ségur, il y a toujours des démissions dans les hôpitaux. Hélas, les chiffres parlent d'eux-mêmes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Fiat](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3763

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 février 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 février 2021](#)